

Les grèves de 1899-1900 au Creusot.

28 août 2016 ·

...

1899-1900 : deux années d'agitation sociale qui vont marquer l'histoire du Creusot et, plus généralement, celle du mouvement ouvrier. Quatre grèves se succèdent qui portent sur la question des salaires, mais aussi et surtout de la reconnaissance syndicale. Le mouvement affectera également Montceau-les-Mines (jusqu'en 1901).

Ces grèves se produisent dans un contexte de forte croissance de l'Usine (les ateliers de l'Artillerie Sud sont construits en 1897 pour faire face à l'afflux de commandes) qui entraîne une hausse des cadences en 1898. Le contexte national semble également favorable aux grévistes avec l'accession au pouvoir de Waldeck-Rousseau, instigateur de la loi de 1884 autorisant les syndicats.

Le 16 mai 1899, une grève éclate aux hauts-fourneaux avec pour revendications une hausse des salaires et une baisse des cadences de travail. La direction cède et le travail reprend le lendemain.

Le 29 mai 1899, une grève éclate aux ateliers de construction et à la grande forge. Le lendemain 30 mai, elle s'étend à l'ensemble de l'usine. 9 000 ouvriers débrayent, réclamant une augmentation générale des salaires et "plus d'égards de la part des chefs". Le 31 mai est créé le Syndicat des Ouvriers Métallurgistes du Creusot et dépendances (SOM). Le soir même, il enregistre 6 000 adhésions. Le Creusot est occupé militairement. Le 2 juin, après avoir échoué à faire réouvrir les usines, Eugène Schneider cède à l'essentiel des revendications, mais refuse de reconnaître le SOM. Les ouvriers reprennent le travail.

Le 14 juillet 1899 a lieu une grande manifestation socialiste qui regroupe 7 000 personnes, soit la quasi-totalité des ouvriers de l'usine (qui en comptait 9 215 au 9 juillet 1899). Des chars allégoriques sont promenés à travers la ville, brocardant le directeur de l'usine, Gény, et les principaux chefs de service.

La troisième grève éclate suite au non-respect de l'accord du 2 juin par la direction qui n'applique pas les augmentations de salaires prévues et à la mise à pied de trois ouvriers. Elle dure du 20 septembre au 10 octobre 1899. Le 21 septembre, une manifestation réunit 20 000 personnes qui défilent de la place de la Molette au vélodrome de Chanliau. Le Creusot est à nouveau occupé militairement. Le mouvement prend une ampleur nationale : de nombreux militants et députés socialistes se rendent au Creusot et notamment Maxence Roldes qui lance l'idée d'une marche sur Paris.

Face à l'enlisement de la grève, Eugène Schneider est contraint d'accepter la médiation de Waldeck-Rousseau, président du Conseil. Le 7 octobre, une sentence arbitrale est signée à Paris entre les représentants des grévistes, de l'usine et le gouvernement. Elle prévoit le

respect des hausses de salaire accordées le 2 juin, le non-renvoi pour fait de grève, l'égalité de traitement entre syndiqués et non-syndiqués et introduit une innovation dans le droit français : l'institution de délégués ouvriers (ils ne seront généralisés en France qu'en 1936). Cette dernière mesure sera rapidement vidée de son contenu.

Vient alors le temps de la reprise en main patronale. Le 29 octobre 1899, un syndicat patronal, le Syndicat des Corporations Ouvrières (SCO), ou syndicat "jaune", voit le jour. Lors du scrutin municipal du 6 mai 1900, la liste patronale obtient la majorité absolue; le docteur Rebillard est élu maire du Creusot le 20 mai 1900. En juillet, un nouveau règlement intérieur d'atelier stipule que les ouvriers peuvent être renvoyés à tout moment, sans motif.

Le 13 juillet 1900, une grève éclate à la forge à la suite d'une rixe entre syndiqués du SOM et du SCO. La direction ferme la forge et invite les ouvriers à demander individuellement leur réembauchage. La grève générale est votée le 18 juillet. Les 20 et 21 juillet, une tentative d'envahissement des ateliers échoue et de nombreux militants sont arrêtés dont Jean-Baptiste Adam, secrétaire et permanent du SOM. 55 d'entre eux seront condamnés par le Tribunal correctionnel d'Autun. Ils seront graciés par le président Loubet le 25 septembre 1900, à l'occasion de l'Exposition universelle de Paris.

Cette quatrième grève marque un échec pour le mouvement ouvrier au Creusot. On estime entre 1200 et 1500 le nombre de renvois ou de départs volontaires suite à ces événements. La population du Creusot passera de 32 024 habitants en 1896 à 30 584 en 1901. La ville ne connaîtra aucune grève pendant des décennies (pas même lors du Front populaire, en 1936). En juin 1900, la direction des usines fait déplacer au parc de Montporcher le kiosque à musique qui avait servi de tribune aux responsables syndicaux et aux militants socialistes lors des grèves de 1899-1900 et fait raser le square du Guide où se rassemblaient les grévistes; à sa place sera édifié l'hôtel de ville que nous connaissons aujourd'hui.

Source : René-Pierre Parize, Le Creusot 1898-1900, la naissance du syndicalisme et les mouvements sociaux à l'aube du XXe siècle, Les Nouvelles Éditions du Creusot, 2009.